

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Communiqué du Gouvernement

FONCIER. Le Conseil des Ministres en sa séance du 2 octobre 2019 avait, sur présentation du Ministre de l'Economie, des Finances et des Solidarités Nationales, annoncé sa décision de transférer à titre gracieux à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) certains titres fonciers de l'Etat. Cependant, devant les diverses réactions suscitées par cette décision et instruit à cet effet par le Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, le Gouvernement informe les Gabonaises et les Gabonais de l'annulation pure et simple de celle-ci.

Julien NKOGHE BEKALE
Premier ministre
Chef du Gouvernement

Accord de conversion de dettes : 4 projets à l'étude

ILS concernent la valorisation des aires protégées de Libreville, l'appui à la filière bois, le contrôle forestier qui a mis à nu le scandale du Kévazingo, la lutte contre le conflit Homme/faune et le braconnage des éléphants.

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

LE ministre des Forêts, Lee White, a présidé hier, dans la salle des conférences de l'Agence nationale de promotion des investissements (ANPI) à Libreville, le 9e comité d'orientation stratégique de l'Accord de conversion de dettes (ACD) pour le développement durable des écosystèmes forestiers gabonais. C'était en présence de l'ambassadeur de France au Gabon, Philippe Autié, dont le gouvernement avait paraphé ledit Accord avec la partie gabonaise, le 28 janvier 2008.

Cette réunion impliquant divers pans du gouvernement des deux pays, l'Union européenne et les ONG environnementales, a pour objectif de faire un état des lieux de la mise en œuvre des projets en cours sous financement de l'ACD. Mais aussi d'évaluer leurs prorogations, analyser la situation du projet de surveillance de l'environnement assistée par satellite et établir le rapport financier y relatif.

Pour rappel, l'Accord de conversion de dettes est une initiative mise en place par le président Nicolas Sarkozy et feu Omar Bongo Ondimba. À la faveur de ce contrat, la France renonçait à 50 millions d'euros (environ 30 milliards de francs) de la dette du Gabon. En contrepartie, notre pays se devait de mettre l'accent sur les projets de développement durable. "Les deux pays travaillent en synergie dans le cadre de la gestion des fonds y alloués", a confié Lee White.

Le membre du gouvernement affirme que quatre (4) projets sont actuellement actifs. Ils concernent la valorisation des aires protégées de Libreville, l'appui à la filière bois, le contrôle forestier qui a mis à nu le scandale du Kévazingo, la lutte contre le conflit Homme/faune et le braconnage des éléphants.

"L'Accord de conversion de dettes



Photo: DR

La partie gabonaise lors de la de la rencontre avec les autorités françaises.

est une thématique très forte de la relation bilatérale entre le Gabon et la France. Aussi, l'AFD est-elle mandatée par l'État français dans le cadre de la gestion des fonds

mis à la disposition des projets arrêtés", a souligné la directrice de l'Agence française de développement (AFD) pour le Gabon et Sao Tome et Principe, Lætitia

Dufay. Elle a ajouté que le Comité d'orientation stratégique doit se réunir à intervalles réguliers, pour s'assurer de la bonne exécution des projets financés par l'ACD.

Brèves

SÉNÉGAL : L'ÉTAT OUVRIRA SES PREMIERS GUICHETS POUR LA MICROFINANCE ISLAMIQUE EN 2020

LE Sénégal va démarrer son programme de microfinance islamique grâce au lancement de guichets de financement, d'ici juin 2020. C'est ce qu'a annoncé, mardi dernier, Yaye Fatou Diagne, coordonnatrice du Programme national de développement de la microfinance islamique au Sénégal (PROMISE). D'un montant global de 47 milliards de francs (79,2 millions \$), le programme soutenu par la Banque islamique de développement (BID), vise à accorder des financements à environ 50 000 micros, petites et moyennes entreprises à travers le pays.

LE RWANDA VA COMMANDER UNE ÉTUDE POUR SAVOIR SI LE MÉTHANE DU LAC KIVU PEUT ÊTRE UTILISÉ COMME COMBUSTIBLE POUR LA CUISSON

Au Rwanda, le gouvernement se prépare à commander une étude sur les possibilités d'utilisation du méthane du lac Kivu comme combustible pour la cuisson. Ce projet a été dévoilé mardi dans le cadre d'une réunion avec les partenaires au développement.

Rassemblements par GMNN

Bassins-versants : à quand la reprise des travaux ?

Prissilia.M.MOUIITY
Libreville/Gabon

UNE équipe des membres du gouvernement, conduite par Françoise Assengone Obame, ministre déléguée auprès du ministre des Transports et des Grands travaux a visité, récemment, les chantiers du bassin-versant de Nzeng-Ayong. En présence de Rosário Bento Pais, ambassadrice, représentant de l'Union Européenne au Gabon. Cette sortie avait pour but d'évaluer la qualité des travaux d'aménagement du bassin-versant de Nzeng-Ayong réalisés à ce jour, et de rassurer les populations sur la volonté du gouvernement à boucler ce chantier suspendu depuis plusieurs mois, suite à la fin de la convention de financement avec l'Union Européenne (UE). En effet, le projet financé par l'État gabonais et l'UE marque la volonté des pouvoirs publics de répondre



Photo: DR

Les autorités gabonaises visitant les chantiers de Nzeng-Ayong.

à la problématique de l'assainissement de la ville de Libreville. Ces travaux, qui doivent être réalisés sur 2,3 km, prennent en compte l'aménagement de cinq ouvrages (ponts) et quatre passerelles. À ce jour, après leur lancement en juin 2015, les travaux traînent toujours et on a du mal à se prononcer sur leur livraison.

" Les travaux sont réalisés à 86 %, notamment le canal qui est construit sur 2,26 km. La voie de service, quant à elle, est réalisée sur 1,5 km. Sur les cinq ponts, nous en

avons déjà construit quatre, il ne reste que celui de EPI à réaliser. En ce qui concerne les passerelles, toutes ont été réalisées à 100 % ", a indiqué Guy Ulrich Ondounga, directeur général adjoint de la Construction et de l'Équipement au ministère des Travaux publics. D'un coût global de 12 milliards de francs, l'essentiel des travaux de ces chantiers a déjà été réalisé. Les autorités gabonaises seraient en négociation pour leur redémarrage, mieux, leur livraison d'ici mars 2020.